

# L'ÉCO !



La feuille de l'écologie du Mouvement Ensemble !

## *Lettre spéciale d'infos « campagne changements climatiques – COP21 »*

**E**n décembre 2015 aura lieu la 21<sup>ème</sup> conférence des parties sur les changements climatiques sous l'égide de l'ONU (dite COP21). Cet évènement doit être l'occasion de mener une campagne massive sur les changements climatiques, leurs causes, leurs responsables, nos alternatives.

Tout au long de l'année, Ensemble va publier régulièrement une lettre d'infos sur cette campagne.

Voici le deuxième n° de **L'Éco!**, réalisé par la commission «écologie» de notre mouvement.

*Bonne lecture.*

### Au sommaire :

- **L'agriculture : problème ou solution face aux changements climatiques ?**
- **Un week-end de mobilisation pour le climat, pour se rencontrer et échanger, direction Paris en décembre 2015**
- **Se mobiliser pour la « justice climatique » (texte adopté par l'Assemblée Générale d'Ensemble, 20 et 31 janvier 2015)**
- **Calendrier de la coalition Climat 21**

oublier les déclarations du même Le Foll selon lesquelles on « a besoin d'une industrie agroalimentaire [...] et pour la production de certains aliments, d'une production suffisamment industrialisée ». Ce serait également oublier l'accentuation des projets agroindustriels : production de tomates hors-sol entièrement chauffé sur 25 hectares en capacité de produire 50 tonnes de tomates par jour ; poulailler de 1,2 million de volailles dans la Sarthe produisant 700 millions d'œufs par an et 13 000 tonnes d'ovoproduits (produits à base d'œufs pour l'industrie agroalimentaire) ; projet d'élevage porcin de 15 600 places avec 1 100 truies reproductrices et 30 000 porcs engraisés par an, à Vitry-le-François, produisant 50 000 m<sup>3</sup> de lisier à épandre sur 2 700 ha de terres réparties sur 15 communes... Sans parler de la ferme des 1000 vaches face à laquelle le gouvernement n'a rien fait. D'une manière générale, ces projets se caractérisent par :

- Un mépris des questions environnementales (projet en zone Natura 2000, épandage en zone humide, etc.)
- Des bilans carbone catastrophiques (taurillons élevés dans la Creuse, découpés à Rennes pour être ensuite envoyés au Maghreb, etc.)
- Une forte implication des grands groupes de distribution ou agroalimentaires (Carrefour, Intermarché, Lactalis, etc.)
- Des financements publics souvent importants (dans un cas jusqu'à 75 % de subventions de l'État, et des collectivités locales).

## **L'agriculture : problème ou solution face aux changements climatiques ?**

**L**e dernier salon de l'agriculture a donné l'occasion à Stéphane Le Foll de faire la promotion d'un projet agro-écologique pour la France. Depuis plusieurs mois, le ministre de l'agriculture se pose en effet en héraut d'une agriculture respectueuse de l'environnement. Par ailleurs, le salon 2015 a été présenté comme une avant-première de la 21<sup>ème</sup> conférence sur le climat qui se tiendra à Paris-Le Bourget en décembre prochain, mettant les enjeux climatiques au cœur des questions agricoles. Une révolution agricole serait-elle en marche ? Ce serait



- Des autorisations d'exploiter maintenues à coup de dérogations préfectorales, malgré de fortes oppositions, des avis défavorables, des procédures en cours,
- Une très faible création d'emplois en raison d'une automatisation extrême.

A l'échelle mondiale pourtant, les classes dominantes prétendent avoir trouvé la solution, non seulement aux problèmes d'agriculture et d'alimentation, mais aussi aux changements climatiques. Le nom de cette solution : l'agriculture climato-intelligente, qui fait la part belle aux experts, aux OGM, à la finance carbone et aux nouvelles technologies pour adapter les cultures aux nouveaux risques. En 2014 s'est donc créée une alliance internationale pour l'agriculture climato-intelligente, regroupant des Etats (dont la France), des entreprises multinationales, des ONG, des centres de recherche, des lobbys industriels... Il ne s'agit pas là de promouvoir une agro-écologie, mais d'accélérer les transformations technologiques de l'agriculture, notamment dans les pays du Sud, qui doivent surtout servir à créer des puits de carbone, plutôt que d'assurer la souveraineté alimentaire des peuples. Une nouvelle fois, il s'agit de présenter sous les jours les plus écolos, des processus qui risquent de déposséder encore plus les paysans de la maîtrise de leur travail. Pourtant, face aux responsabilités du système agricole mondial dans les changements climatiques (entre 14 et 25% des émissions de gaz à effet de serre), il est urgent d'inventer un autre système, dont la Via Campesina pose les bases autour de cinq axes prioritaires :

1. **Prendre soin des sols**
2. **Développer une agriculture naturelle sans produits chimiques**
3. **Réduire les « kilomètres alimentaires » et privilégier les aliments frais**
4. **Rendre la terre aux agricultures et arrêter les méga-plantations**
5. **Oublier les fausses solutions et se concentrer sur ce qui fonctionne.**

**coalition 21  
climat**

## **Un week-end de mobilisation pour le climat, pour se rencontrer et échanger, direction Paris en décembre 2015**

Les 14-15 février la Coalition Climat 21 organisait un weekend de mobilisation à Créteil. Plus de 300 militant-e-s ont répondu à l'invitation et sont venu-e-s se rencontrer, échanger et commencer d'ores et déjà à poser les jalons des temps de mobilisation à venir.

Après une matinée consacrée à un retour sur la genèse de la Coalition, son fonctionnement et les objectifs de ces réunions, l'après-midi a débuté avec trois sessions de 'barcamps' (sortes d'ateliers) successifs. Les thèmes des barcamps étaient proposés : mobilisation des populations affectées par le climat à Paris 2015, mobilisations locales et régionales, genre et climat, droits humains et rôle des femmes dans l'environnement, eau et climat, migrants climatiques, désobéissance civile...

La journée s'est terminée avec deux sessions de 'world cafés', un moment où l'ensemble des tables se sont retrouvées divisées en deux thématiques et les participants invités à tourner afin d'apporter leur contribution sur l'agenda des mobilisations et les messages / slogans portés par la coalition.

A la suite d'un retour sur les world-café qui a permis de découvrir quels slogans avaient emporté l'adhésion, les participant-e-s venu-e-s des continents africains et sud-américains ont témoigné de leurs propres dynamiques et de leur engagement dans la mobilisation vers le Sommet de Paris et à plus long terme.

Puis un regroupement par région a permis aux participants de se rencontrer et de prendre contact avec en toile de fond un week-end la mobilisation des 30 et 31 mai prochains appelant à la propagation de 1000 initiatives pour le climat contre un modèle énergétique inique.

La Coalition Climat 21 organisera un prochain weekend de mobilisation et de réunion internationale, à l'occasion duquel plus de 500 personnes sont attendues, les 13 et 14 juin prochain.



## ***Se mobiliser pour la « justice climatique » (texte adopté par l'Assemblée Générale d'Ensemble, 20 et 31 janvier 2015)***

**D**ébut novembre 2014, le GIEC, le groupe des experts du climat, a publié sa dernière « note pour décideurs » qui explique que le changement climatique s'accélère et que, si des mesures urgentes ne sont pas prises, la température moyenne à la surface du globe pourrait s'élever de plus de 4° à la fin du siècle ce qui produira de nombreuses conséquences dramatiques pour l'humanité, à commencer par une élévation du niveau des mers qui menacera des zones côtières très peuplées, la fonte des glaciers qui menacent la vie de populations entières et les menaces majeures pour les écosystèmes. Il faut également rappeler que les premières victimes seront les couches populaires au sud comme au nord. Pour limiter le réchauffement moyen à 2° maximum, il faudrait « réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 70% entre 2010 et 2050 » (rapport du GIEC). Nous en sommes aujourd'hui très loin : les émissions de gaz à effet de serre augmentent au contraire à un rythme rapide : plus 44% entre 1990 et 2010 et aucune inflexion n'est aujourd'hui notable.

Le réchauffement climatique est donc un défi absolument majeur pour l'humanité, défi auquel ne répondent en rien le système actuel et les gouvernements en place. Plus de 20 conférences de l'ONU ont été organisées sur le sujet sans que soient prises les mesures nécessaires ; et les dernières annonces faites cette année par l'Union Européenne, les Etats-Unis ou la Chine sont très loin de répondre aux nécessités de l'heure. Cette incapacité des grandes institutions internationales comme des gouvernements renvoie à la logique même d'un système économique et social capitaliste basé sur la loi du profit et le productivisme. La prolifération des armements et la multiplication des guerres sont également un des facteurs des dérèglements écologiques que nous devons combattre. Lutter contre le réchauffement et pour la « justice climatique », une notion qui prend en compte la responsabilité historique des pays industrialisés et la nécessité d'engager une transition écologique qui ne se fasse pas au dépend des salariés, des paysans et des couches populaires, doit donc s'attaquer aux racines même de ce système comme le font les mouvements qui revendiquent de :

- Laisser les combustibles fossiles dans le sous-sol et investir dans les énergies renouvelables, appropriées, efficaces, sûres, propres et contrôlées par les communautés.
- Rejeter les « fausses solutions » promues par les multinationales et les institutions financières, telles que les marchés et les compensations carbone, les agro-carburants, le nucléaire, la géo-ingénierie...
- Réduire drastiquement le gaspillage, avant tout et sur-

tout dans le Nord, mais aussi celui des élites du Sud en relocalisant les productions afin qu'une juste redistribution permette de couvrir les besoins en eau et en alimentation saine pour toutes et tous.

- D'effectuer d'énormes transferts financiers du Nord vers le Sud, basés sur le remboursement de la dette climatique et sujets à un contrôle démocratique. Les coûts d'adaptation et d'atténuation doivent être pris en charge en redistribuant les richesses produites, en réorientant les budgets militaires, par la mise en place de taxes innovantes et par l'annulation de la dette. Il faudra également garantir les droits des déplacés climatiques par des politiques d'immigration basées sur l'accueil et la solidarité.

- Une conservation des ressources basée sur les droits, qui renforce les droits des peuples indigènes à la terre et promeut la souveraineté des peuples sur l'énergie, les forêts, la terre et l'eau.

- Une agriculture et une pêche familiales et durables, permettant la souveraineté alimentaire.

Ces revendications sont indispensables pour répondre aux préconisations du GIEC sans faire peser sur les plus fragiles les coûts de l'adaptation au changement climatique et de la transition vers un modèle qui ne sera plus basé sur les énergies fossiles. Mais elles engagent sur la voie d'une rupture plus radicale. Stopper le changement du climat ne sera pas possible si le système productiviste basé sur le profit et le credo de la croissance à tout prix n'est pas remis en cause et si nous n'entamons pas une transformation de nos modes de vie. Une transition énergétique et environnementale démocratique veut dire donner aux salariés les pouvoirs de transformer leur entreprise, s'appuyer sur une agriculture paysanne et sur des circuits courts de production et de distribution, donner aux habitants et aux communautés locales le contrôle sur leur approvisionnement en eau et en énergie et mettre fin à la précarité énergétique, développer les réseaux de transports public, exproprier les grands groupes extractivistes et sortir le secteur de l'énergie des logiques du profit et de la concurrence des entreprises privées ...

A un moment où, en France, le gouvernement socialiste s'apprête, au mépris de tous les engagements pris, à relancer le programme nucléaire, Ensemble rappelle son opposition totale au nucléaire militaire et civil. Ensemble milite pour une décision immédiate de sortie rapide du nucléaire en commençant par l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans.

Nous militons pour que dans chaque région de France ou ailleurs dans ce monde, les habitant-e-s s'approprient la question climatique et construisent collectivement des scénarios crédibles et ambitieux pour le virage climat-énergie, la reconversion indispensable et urgente des territoires et des activités, tenant compte de leur spécificité et leur histoire. Luttés locales, éducation populaire, réseaux

et mouvement global sont indispensables pour peser sur de tels enjeux et prouver que la catastrophe climatique n'est pas une fatalité.

Les luttes contre les « grands projets inutiles » ou les projets de forage de gaz de schistes se sont multipliés en France comme dans de nombreux pays mais il n'existait pas de mouvement permanent de lutte pour la justice climatique. Les manifestations du 21 septembre à New York et dans de nombreux pays en préparation du sommet sur le climat de l'ONU de Paris en décembre 2015 changent la donne et permettent de construire une mobilisation qui articule :

- Les luttes de résistance contre les projets inutiles et extractivistes,
- Les luttes pour les alternatives concrètes, notamment celles qui se retrouvent dans les Alternatibas,
- La mobilisation citoyenne sur les revendications de la justice climatique.

« **Coalition Climat 21** », une coalition très large, avec les principaux syndicats, associations environnementales et mouvements citoyens, s'est mise en place en France pour construire cette mobilisation, en coordination avec des mouvements internationaux de nature similaire. Cette coalition s'est constituée pour développer la mobilisation pour la conférence de Paris de décembre 2015 et son existence est une condition nécessaire pour réussir une mobilisation de masse à la hauteur des enjeux. Restent posée la question des divergences qui existent au sein des mouvements, comme le nucléaire ou les mécanismes de marché tels que les marchés du carbone.

Pour « Ensemble » cette mobilisation est une des priorités pour les années à venir. Cette priorité se traduira en pratique :

- Par le soutien à la Coalition Climat 21 et l'implication dans les mobilisations prévues pour 2015,
- Par le soutien plus spécifique aux mouvements qui, dans le cadre de cette coalition, s'opposent aux impasses que sont le nucléaire ou les marchés carbonés,
- Par la mise en place d'un espace des forces politiques qui se reconnaisse dans cette mobilisation et dans le soutien aux mouvements pour la « justice climatique » et qui puisse être le pendant politique de la coalition des mouvements, ONG et syndicats,
- Par la prise en charge des questions climatiques dans nos activités militantes (création de collectifs, investissement dans Alternatiba, discours de nos porte-parole, chantiers de l'espoir, élections...).

## Calendrier de la coalition Climat 21

Courant de l'année 2015, trois rendez-vous unitaires sont fixés pour favoriser la montée en puissance de la mobilisation (au delà des initiatives propres aux différents mouvements) :

- **Les 30 et 31 mai** mobilisations contre les responsables du changement climatique et pour une transformation radicale de nos modèles énergétiques et de développement, en multipliant les actions, les initiatives et les manifestations partout en France et dans le reste du monde. L'objectif est de multiplier les initiatives locales afin de sensibiliser la population et de construire des collectifs locaux.
- **Les 26 et 27 septembre** en lien avec l'initiative « Alternatiba Tour » qui s'étalera sur l'ensemble du mois de septembre, mobilisations partout en France en faveur des initiatives citoyennes face aux changements climatiques et pour mettre en avant les exigences pour la conférence Climat de décembre 2015. L'objectif est de donner à voir les alternatives existantes. Les 26 et 27 septembre il s'agira de faire converger sur Paris la fin du Tour, soit plusieurs milliers de personnes.
- **Les 29 et 30 novembre**, à la veille de la COP21 et du départ des négociateurs pour la conférence climat de Paris, mobilisation massive à Paris et dans les grandes métropoles de France et capitales du monde entier pour affirmer nos exigences aux chefs d'états et de gouvernement.

## En décembre, pendant la COP21

Pendant les deux semaines du sommet climat les initiatives vont et devront se multiplier, en particulier à Paris.

- **A partir du 6 décembre**, un vaste espace de convergence, de débats et de mobilisation sera ouvert pour permettre à toutes celles et tous ceux qui voudront s'impliquer dans cette mobilisation citoyenne ainsi que de construire et expérimenter des alternatives de pouvoir le faire.
- **Le 12 décembre**, lors de la clôture de la conférence climat, nous serons dans les rues de Paris, pour aller au delà des résultats de cette conférence. L'objectif sera de rappeler que la société est unie face à ce défi majeur pour l'humanité.